

Bordeaux, le 21 novembre 2024,

Madame la Présidente,

Les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP appellent les agent-es de la Fonction publique à une journée d'action, de rassemblements, de manifestations et de grève sur l'ensemble du territoire le 5 décembre 2024.

Une journée pour que le ministre renonce aux 3 jours de carence dans la fonction publique, à la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie, au non-versement de la Gipa.

Dans le même temps, nos organisations syndicales appellent les agent.es de la fonction publique, fonctionnaires et contractuel.les, à se mobiliser pour notamment : des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques, des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels, l'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales, la refonte des grilles indiciaires, l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, l'abandon des orientations du projet de loi dit « Guerini ».

Solidaires Finances Publiques attire particulièrement votre attention, Mme la Présidente, dans cette instance Formation Spécialisée du CSAL, sur l'impact de l'augmentation des jours de carences en matière de santé au travail pour nos collègues.

À l'affirmation « *L'instauration du jour de carence permettrait de lutter contre l'absentéisme volontaire* » Nous répondons que ce n'est pas démontré ! L'instauration du jour de carence a diminué les arrêts de courte durée, mais multiplié les arrêts de plus longue durée. Ce qui est certain, c'est que cela incite les agents malades à venir travailler, nuit à un rétablissement rapide, et présente des risques pour les collègues!

Pour Solidaires Finances Publiques, être malade n'est pas un choix ! Être soigné est un droit ! On ne va pas se laisser faire !

Solidaires Finances Publiques appelle l'ensemble des agentes et des agents à se mobiliser pour faire échec à ces mesures, entre autres, le 5 décembre prochain en étant en grève, et à manifester leur mécontentement en rejoignant massivement les cortèges de l'intersyndicale Fonction Publique.

Sur un tout autre registre, Solidaires Finances Publiques souhaite évoquer avec vous, Mme la Présidente, un problème de respect du dialogue social local.

Depuis quelque temps, nous constatons une dérive dans l'exercice du dialogue social lors des instances CSAL et FS tenues en mode mixte (présentiel et distanciel en même temps).

Tout d'abord, l'ordre des interventions des syndicats n'est pas toujours respecté, alors qu'il est issu du résultat des dernières élections professionnelles. Parfois les prises de paroles des uns se font en coupant les discours des autres participants.

Ce manque de respect se manifeste également par des apartés locaux dont se sentent exclus les participants à distance qui n'entendent pas les débats. Par conséquent, ils sont obligés de lever la main pour parler et attendent qu'un participant ou la Direction remarque leur demande d'intervention.

Pour Solidaires Finances Publiques, les conditions de dialogue à distance ne permettent plus d'exercer sereinement nos mandats en CSAL et FS. C'est pourquoi en attendant une nette amélioration, nos élus titulaires et nos experts siègeront en présentiel.

Un autre sujet lié au dialogue social local. Lors de la dernière instance, Solidaires Finances Publiques vous avait demandé, Mme la Présidente, d'organiser un groupe de travail spécifique de la FS concernant la situation actuelle de l'ESI de Bordeaux. Vous avez décidé hors réunion ce qui est de votre prérogative, de convoquer exclusivement en présentiel les Organisations Syndicales pour une réunion informelle sur ces sujets.



Comme nous l'avons évoqué avec la Direction lors du GT DUERPAP n°2 et par mail ensuite, Solidaires Finances Publiques n'était pas disponible à la date proposée et finalement imposée. En effet, une partie de nos élus participait au congrès national de notre syndicat dans l'Hérault. Devant votre calendrier contraint, nous avons dû y assister au pied levé en désignant des camarades non élus dans les instances. Nous remercions nos camarades pour leur participation active. Enfin, Mme la Présidente, vous sachant soucieuse de la qualité du dialogue social, Solidaires Finances Publiques désire montrer son indignation à propos des conditions d'organisation de cette réunion informelle, et espère que cela ne se reproduira plus.

Solidaires Finances Publiques, Mme la Présidente, interviendra sur les autres sujets au fur et à mesure du déroulement de l'ordre de du jour.

Les élu·e·s Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest.

